

Objet : remarques à propos du projet
d'UTNS de Villard de Lans

Lans-en-Vercors, le 8 avril 2025

Monsieur le Préfet

Monsieur le Préfet,

Je vous prie de trouver ci-après mon avis et mes remarques concernant le projet soumis à consultation cité en objet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations respectueuses

C.B., habitante de Lans-en-Vercors

Avis

Sur les lacunes du dossier

- Le périmètre d'étude, contrairement à la demande du comité de Massif du Vercors et à l'avis de la MRAe¹, en ce qui concerne les nuisances (bruit, pollutions, GES), est limité à la CCMV² alors que les entrées de vallées (ex. Sassenage) seront davantage impactées que le centre bourg de Villard pour lequel des solutions de navettes seront mises en place ;
 - Demande du comité de Massif : « *De proposer des solutions de mobilités collectives, notamment pour **les connexions avec le bourg-centre et les accès depuis les vallées*** » ;
 - Avis de la MRAe : « *L'Autorité environnementale recommande de quantifier les impacts en termes de trafic et d'émissions de gaz à effet de serre, issus des mobilités induites par les deux opérations immobilières prévues sur Villard et Corrençon.* » « *La MRAe recommande de présenter un bilan carbone complet du projet, d'en déduire les mesures d'évitement ou de réduction permettant d'en limiter les incidences, et de renforcer la démarche de compensation carbone engagée par la SEVLC pour l'étendre effectivement au projet d'ensemble.* »

¹ MRAe : Mission Régionale de l'Autorité environnementale

² CCMV : Communauté de Communes du Massif du Vercors

- Pas d'évaluation environnementale globale des deux UTN pourtant liées (même domaine skiable, même opérateur, même ressource en eau, même traitement des eaux usées) contrairement à la demande du comité de Massif du Vercors et à l'avis de la MRAe ;
- Lacune concernant l'évaluation de l'impact d'une charge de nutriments accrue dans les effluents sur le milieu récepteur (la Bourne en sortie de station d'épuration des eaux usées dans un contexte de changement climatique qui verra une baisse de débit de ce cours d'eau) sachant que le traitement n'est pas réalisé à 100 %... ;
- Le calcul des GES n'est pas réalisé à l'échelle des deux UTN. Il n'intègre ni l'impact dû à la destruction de forêt de l'UTNL (destruction de puits de carbone), ni la mobilité hors CCMV ;
- Le calcul des coûts est lacunaire et fort mal présenté ;
- La MA5 n'est pas chiffrée ;
- Consommation énergétique : la réhabilitation énergétique des résidences secondaires présentes sur la Côte 2000 n'est pas intégrée.

Ces lacunes ne permettent pas une information claire et honnête des citoyens. Ne pas répondre aux recommandations de la MRAe ni aux demandes du Comité de massif du Vercors par deux fois démontre une volonté délibérée dans ce sens.

Sur les incohérences du dossier

- Une incohérence du dossier : L'étude Climsnow du domaine Villard-de-Lans et Corrençon-en-Vercors présente des données très curieuses sur l'enneigement (**probabilités supérieures à 100 %**) ;
- Incohérence d'estimation entre les 2 dossiers d'UTN : l'UTNS envisage à échéance 2050, des besoins en eau estimés à 420 000 m³/an par Géolithe alors que l'UTNL envisage à échéance 2050, des besoins en eau estimés à 600 000 m³/an ;
- Manque de précision des conditions de services de mobilité collective (mesures MR8 et MR12) ;
- La MR 12 ne concerne pas le plateau tout entier ni la vallée du Furon jusqu'à Sassenage compris ;
- La p.207 de l'évaluation environnementale comporte une erreur manifeste, chiffrant les besoins actuels en eau à 147 388 m³/an au lieu de 1 147 389 m³/an. Ceci entache considérablement le sérieux de cette estimation ;
- La MR10 - Logements des saisonniers intégrés au projet correspond à une obligation légale³ ;

³ [Article L122-23 Modifié par LOI n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 71 \(V\)](#)

Les autorisations prévues aux articles [L. 122-20](#) ou [L. 122-21](#) prennent en compte les besoins de logements destinés aux salariés de la station, notamment les travailleurs saisonniers, et peuvent, le cas échéant, en imposer la réalisation. *Suite page suivante*

Avant la loi Montagne II, l'autorisation UTN pouvait imposer ou non la réalisation de logements destinés aux salariés de la station, notamment aux travailleurs saisonniers. Dorénavant le nouvel article L. 122-23 impose systématiquement la prise en compte par les autorisations UTN des besoins en logement pour ces deux catégories, qu'il soit prévu ou non de réaliser les logements concernés. Dans ces conditions, la MR10

- §1.5.3.3. du dossier de présentation : « *Dans le futur, l'évolution climatique (moins de neige, plus de pluie...) et les régimes hydrologiques qui en découlent (étiage hivernal et pic de fonte nivale moins marqués...) amélioreront généralement l'adéquation ressource-besoin en eau pour la dimension neige de culture.* » Est-ce à dire que l'évolution climatique favorisera la production de neige de culture ???...

Ces incohérences entachent considérablement le sérieux des études sur lesquelles repose ce projet. Faire reposer la décision publique sur des projections qui apparaissent fantaisistes est grave.

Sur l'absence de procédure conjointe pour les deux UTN (UTNS de Villard et UTNL de Corrençon)

Rappelons la décision du Conseil d'Etat « **Eu égard à sa nature et à sa portée, la décision préfectorale créant une telle unité touristique nouvelle doit être regardée, non comme statuant sur une demande relative à un projet, mais comme constituant un plan ou programme au sens de la Directive du 27 juin 2001 [...].** »

Le Conseil d'Etat s'aligne ainsi sur la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) en matière de plans et programmes soumis à évaluation environnementale en application de la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ([N° Lexbase : L7717AUD](#)) (dite « ESIE »).

Les UTN structurantes résiduelles visées aux 2° et 3° de l'article R. 122-8 du Code de l'urbanisme, sont désormais soumises à évaluation environnementale.

Le projet est soumis à évaluation environnementale systématique au regard des rubriques 43a et 39a de l'annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, à savoir : opérations de constructions ou d'extension d'hébergements touristiques d'une surface de plancher totale supérieure à 12 000 m²- à l'exclusion des logements à destination des personnels saisonniers ou permanents - des équipements et hébergements touristiques.

Pour l'UTNS de Villard, **17 549 m²**.

L'Autorité environnementale (MRAe) a mentionné par deux fois dans ses avis conformes, la nécessité de procéder à une évaluation environnementale conjointe pour les deux UTN Villard-Corrençon. De même, le comité de massif du Vercors :

- Avis de la MRAe : « *L'Autorité environnementale recommande de nouveau, d'appréhender le développement de la station Villard-Corrençon, en tenant compte de l'ensemble des opérations prévues, qu'elles le soient dans le cadre de la DSP du domaine skiable de Villard-de-Lans ou plus largement de celles nécessaires au fonctionnement de l'ensemble du domaine de montagne des deux communes concernées* » ; « *L'Autorité environnementale recommande de quantifier les impacts en termes de trafic et d'émissions de gaz à effet de*

n'apparaît pas comme une mesure de réduction mais une mise en conformité du projet avec la législation en vigueur.

serre, issus des mobilités induites par les deux opérations immobilières prévues sur Villard et Corrençon. »

- Demande du comité de Massif : « *De compléter l'étude sur l'état, actuel et futur, des ressources en eau du territoire et de suivre dans le temps l'adéquation des besoins à l'état des ressources en eau potable, notamment sur les effets cumulés des différents projets du territoire, dans un contexte de changement climatique, pour tous les usages* » ; seuls les impacts sur la ressource en eau potable et la capacité épuratoire des eaux usées sont envisagés de concert pour les deux UTN ;

Rappelons que le nombre de lits retenus pour l'ensemble des 2 UTNS (700 + 450) est de 1150. Donc le cumul d'impact est à considérer.

Les évaluations environnementales des deux UTN de Villard et Corrençon sont désolidarisées alors qu'elles se situent sur le même domaine skiable et ont le même opérateur. En répondant à l'Autorité environnementale, que chaque projet (à Villard et à Corrençon) correspond à des enjeux de développement de l'offre touristique pour chaque commune, le maître d'ouvrage joue sur les mots.

Ne pas se conformer à l'avis de l'Autorité environnementale est grave.

Une évaluation environnementale qui devrait porter sur l'ensemble de ces deux projets liés par leur localisation, leur objet commun (même domaine skiable), même opérateur, des impacts cumulés sur l'eau (ressource et assainissement) est nécessaire. Cf : décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021.

Le projet d'UTNS de Corrençon devrait être intégré à l'étude d'impact car il concerne un seul domaine skiable et les impacts seront cumulés. Or, en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale, seuls la capacité d'assainissement et la ressource en eau sont analysés dans leur ensemble. Mais pas les pollutions, les GES, ...

Point juridique

Rappelons à cet égard, le point juridique suivant :

Selon l'article L122-1 du code de l'environnement : Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité.

Article 15 du **décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021** : « *Pour les unités touristiques nouvelles mentionnées aux articles L. 104-2 et L. 104-2-1, les indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations ainsi que les motifs qui ont fondés les choix opérés font l'objet d'une motivation de l'arrêté prévu à l'article R. 122-17.* »

Sur les constructions nouvelles ou réhabilitation de l'ancien ?

Il s'agit ici d'augmenter la valeur ajoutée et la rentabilité du domaine skiable Villard-Corrençon. Sous couvert de développement économique des deux communes et d'adaptation au changement climatique (assurer la transition de la station avec une diversification), on choisit d'urbaniser de nouvelles zones alors que, si les communes étaient couvertes par un SCOT, on exigerait de celui-ci la définition d'objectifs en matière de politique de réhabilitation d'immobilier de loisir afin de réduire ceux en matière de création de nouveaux hébergements touristiques.

En effet, l'évaluation du SCOT doit procéder à une analyse des résultats de l'application du schéma en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'UTN structurantes (art. L.143-28 CU).

Selon l'article L.122-15 CU, la création ou extension des UTN doivent : ... « *contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant la diversification des activités touristiques ainsi que **l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant** et des formules de gestion locative pour les constructions nouvelles* »...

Mais sur ce territoire, pas de SCOT mais un PLUi. Rappelons que, dès lors que le PLU(i) est totalement ou partiellement en zone de montagne, le PLU(i) doit remplir les obligations suivantes :

- **le diagnostic doit être établi au regard des besoins en matière de réhabilitation d'immobilier de loisir et d'UTN**, qu'elles soient structurantes ou locales (art. L.151-4 CU) ; en outre, si le PLU(i) ajoute des UTN locales à la liste fixée par l'art.R.122-9 CU, le rapport de présentation doit le justifier ;
- l'évaluation du PLU(i) doit procéder à une analyse des résultats de l'application du plan en matière d'UTN, qu'elles soient structurantes, locales, etc. (art. L.153-27 CU).

Créer de nouveaux bâtis sans commencer par la rénovation de l'existant et sa transformation pour répondre à une nouvelle demande n'est pas raisonnable. L'avis du Conseil Économique, Social et Environnemental de novembre 2022, porte, y compris dans son titre, sur une ambitieuse politique de rénovation. De même, la LOI n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine stipule dans son article 1 alinéa 4, « *Agir pour l'amélioration de l'habitat* ».

Villard dispose de bâtiments d'accueil des touristes qui datent et qui mériteraient des efforts de réhabilitation avant toute nouveau projet de construction de bâtiments touristiques. La commune de Villard-de-Lans y a engagé un programme de réhabilitation expérimentale mais **on ignore le bilan de cette réhabilitation (nombre de logements réhabilités, surface, ...) ni s'il va se poursuivre.**

Même s'il est affirmé que le projet d'UTNS ne vient pas en substitution mais en complémentarité d'une politique d'accompagnement pour la transformation de lits froids en lits chauds et de réhabilitation de l'immobilier, il arrive comme la charrue avant les bœufs. L'absence d'évaluation du coût de la réhabilitation du patrimoine existant, de programme et de calendrier d'exécution l'illustre parfaitement.

Pour bâtir un projet, il importe tout d'abord d'envisager ses facteurs bloquants :

1. Maldaptation au changement climatique par poursuite des activités centrées sur l'eau

Ce projet d'UTNS interroge. S'il est compréhensible qu'il faille envisager une évolution de la commune de Villard-de-Lans et de son économie, une modernisation de ses équipements, celles-ci doivent être envisagées sans qu'elles portent préjudice à la collectivité et ses finances, ni aux habitants de la vallée toute entière, ni aux ressources, ni au patrimoine naturel qui constitue la richesse et l'attractivité de ce territoire. (cf. annexe 1 : l'avis du sénat).

De plus en plus de communes de montagne envisagent une adaptation de leur économie au changement climatique, il serait bon de s'inspirer de leur exemple et ne pas s'engager vers un développement daté, axé sur l'eau sous toutes ses formes.

La production de neige de culture verra une consommation d'eau accrue de 68 % (cf. § suivant) en 2050 à un tarif plus élevé que le coût actuel de l'eau et le coût sera supporté essentiellement par la collectivité.

Pour rappel un extrait de la p.89 de l'évaluation environnementale du projet : « *le ski pourra potentiellement continuer à être pratiqué dans certains endroits grâce à l'enneigement artificiel mais les stations de ski devront défendre la forte consommation d'énergie et d'eau - surtout en période de pénurie d'eau. Aussi, les températures dans les montagnes pourraient devenir trop élevées pour produire suffisamment de neige de culture avant le début de la saison...* »

2. Ressource en eau

Ce projet se veut offrir une activité montagne « toute l'année ». Mais celle-ci est basée sur l'usage de l'eau : neige l'hiver et piscine toute l'année. Or la ressource en eau évolue vers la raréfaction du fait du changement climatique. Les hydrogéologues mandés par l'Agence de l'eau prévoient une baisse du débit de l'Isère de 40 % d'ici 2050 (cf. annexe 2). Cela suppose que ses affluents seront touchés pareillement.

Les besoins en eau

Or il est prévu que la production de neige de culture du domaine skiable passe de 250 000 m³/an actuellement à **420 000 m³/an** au maximum en 2050, pour un taux d'équipement de neige de culture constant, soit 68 % d'augmentation. Et les sites nordiques verront vraisemblablement leurs besoins également accrus.

Petit problème : les estimations produites dans le dossier d'évaluation environnementale de l'UTNL de Corrençon sont très différentes :

« *Sous climat actuel et avec les extensions de réseau prévue dans les prochaines années, il faut tabler selon l'IRSTEA sur un besoin moyen de 426 000 m³, voire plus de 500 000 m³ si l'on souhaite un taux de défaillance de moins d'une année sur 10.* »

*Sous climat futur, à échéance 2050, les besoins en eau augmenteraient de 20 % par rapport à la période 2001-2016 pour alimenter avec un taux de défaillance de moins de 10 % les équipements en neige de culture tels qu'ils sont envisagés à l'échéance 2025 (voir méthodologie section 4.3), soit de l'ordre de **600 000 m³/an**. »*

Il semble donc que la projection des besoins en eau à l'horizon 2050 n'intègre pas le changement climatique pour l'UTNS (420 000 m³/an) contrairement à celle pour l'UTNL (600 000 m³/an).

La p.207 de l'évaluation environnementale comporte une erreur manifeste, chiffrant les besoins actuels en eau à 147 388 m³/an au lieu de 1 147 389 m³/an.

Ceci entache considérablement le sérieux de cette estimation. Si on retient le chiffre de 600 000 m³/an, alors les besoins projetés pourraient être estimés à 1 662 650 m³/an, soit une augmentation de 44 % des besoins en eau pour la CCMV.

Compte tenu des estimations des besoins en eau très variables produites dans les dossiers des 2 UTN, il nous appartient d'être très prudents quant aux estimations de la future ressource en eau et de sa capacité à répondre à l'augmentation des besoins pour un projet basé été comme hiver sur l'eau et l'augmentation de 13 à 44 % des besoins du territoire prévus d'ici 2050.

Le schéma directeur d'adduction en eau potable (SDAEP) réalisé en 2023-2024 à l'échelle de la communauté de communes, indique que **le bilan besoin-ressource pourrait être déficitaire dans les 15 prochaines années en période de pointe sur certaines communes du plateau du Vercors**. Il mentionne l'éventualité d'une interconnexion des réseaux pour y faire face.

Ce besoin complémentaire est à intégrer dans les projections, et l'adéquation de la ressource avec les besoins doit être vérifiée en prenant en compte les projets des territoires susceptibles d'être interconnectés et en appliquant la hiérarchie des usages de l'eau, définie par la loi.

Les ressources en eau non exploitées

Les ressources en eau supposées exploitables dans les sédiments morainiques sont fragiles et peu préservées au niveau de la qualité bactériologique et chimique (nitrates des excréments) du fait de l'activité d'élevage très importante et des nombreux dépôts de lisier à même le sol. Elles sont chargées en matières en suspension (ex. Font noire) rendant très onéreuses la potabilisation de l'eau.

L'exploitation en eau potable des sédiments morainiques, rendue nécessaire par les UTN, engendrerait des coûts importants qui ne seraient pas supportés par leur bénéficiaire mais par les habitants (cf. § 8) ;

Je prends bonne note qu'au regard des études réalisées, la capacité des réseaux renforcés se révélera suffisante à l'horizon 2030.

3. Maintien de la qualité de l'eau de la Bourne en aval de la station d'épuration

Les travaux prévus pour réduire les fuites des réseaux d'assainissement permettront que la capacité de la station d'épuration suffise. Mais le projet n'aborde pas la problématique du milieu récepteur des eaux usées traitées :

L'eau de surface évolue vers un régime de débit à la baisse, notamment en été (confirmé par l'hydrogéologue lors de la réunion publique). **La Bourne, entre la station d'épuration et la Goule blanche, verra son débit diminué.**

Or accueillir davantage de populations implique plus d'équivalents-habitants donc une charge de nutriments plus importante en sortie de la station. Les flux de nutriments (nitrates et phosphates) vont donc être plus concentrés (**davantage de flux polluants et moins d'eau pour les diluer et une eau de la Bourne plus chaude**). **La rivière risque de s'eutrophiser !**

Cet aspect de protection du milieu aquatique n'est absolument pas abordé. De ce fait, **le projet ne répond pas à l'orientation fondamentale 5A du SDAGE RM⁴ et notamment sa disposition 5A-02. Répondre à cette disposition nécessiterait d'augmenter le rendement de la station d'épuration. Cet éventuel surcoût n'est pas pris en compte dans le projet. Qui devra le supporter ?**

Rappelons d'autres dispositions du SDAGE RM notamment :

La 5B-01 **Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation**

La 5B-03 **Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation** (progresser dans la quantification des flux de nutriments apportés aux milieux concernés, le devenir de ces polluants (consommation, dilution, stock, export), et la définition des flux admissibles (tels que définis dans la disposition 5A-02), en périodes d'étiage ou d'apports soutenus (lessivage des sols, apports des eaux pluviales) pour le milieu concerné.)

L'impact de cette charge accrue de nutriments dans la Bourne doit absolument être évaluée à l'aune du réchauffement climatique, ce que ne fait que très partiellement l'évaluation environnementale sous consultation !⁵

⁴ SDAGE RM ; Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée

⁵ L'article R. 122-14 b) alinéa 4 du code de l'environnement stipule que : « *Lorsque la création ou l'extension d'une unité touristique nouvelle fait l'objet d'une évaluation environnementale ..., la demande est accompagnée des effets prévisibles du projet sur le trafic et la circulation locale, l'économie agricole, les peuplements forestiers, les terres agricoles, pastorales et forestières, les milieux naturels, les paysages et l'environnement, notamment la ressource en eau et la qualité des eaux* ».

4. La base de loisirs « colline des bains »

Ce que dit le dossier de réponse à l'autorité environnementale de l'UTNS p.114 :

En 2022, la municipalité a missionné le cabinet MDP pour la réalisation de l'étude de faisabilité d'une retenue collinaire de 25 000m³ dans le secteur de la colline des Bains.

Ce projet a pour objet d'améliorer l'enneigement des activités de glisse du secteur, mais également de requalifier le secteur afin que la population locale puisse profiter en toute saison d'un espace d'activités et de contemplation.

- La ressource en eau du plateau n'est pas élastique ; c'est le principe des vases communicants. Ce qu'on enlève ici, on ne le retrouve plus là-bas.
- Toute eau superficielle ou souterraine détournée s'évaporerait dans une retenue, et subirait un réchauffement. La fréquentation touristique peut engendrer un apport de nutriments. Compte tenu de la stratification des eaux dans une retenue de montagne et la stagnation de l'eau dans la retenue, des cyanobactéries toxiques peuvent s'y développer dont on ne pourra se débarrasser car elles sporulent (ce qui a d'ores et déjà entraîné des interdictions de baignade dans les lacs d'altitude dans les Pyrénées et... ainsi qu'à Lans-en-Vercors).
- la baignade a un impact indéniable sur la qualité de l'eau.

Le projet de réhabilitation conjointe à l'UTNS, du site des bains et du centre aquatique serait appréciable si ces activités n'étaient pas centrées sur l'eau et nécessitaient des besoins en eau importants. Par contre le projet de réhabiliter les tennis couverts apparaît intéressant.

5. Les pollutions de l'air et les nuisances pour les habitants

Le surcroît de circulation induit par le transport par des particuliers ou une société et son cortège de nuisances (bruit, gêne et pollutions) sur l'ensemble de la vallée et les villages traversés a été sous-évalué dans l'étude. De ce point de vue, un périmètre d'étude qui n'intègre pas Sassenage et les communes en pied de vallées pour cette évaluation environnementale n'est pas suffisant.

Attirer 700 visiteurs (+ 450 pour l'UTNL) va induire des nuisances sur l'ensemble des vallées et ce n'est pas cette évaluation environnementale qui permet de l'appréhender : pas d'évaluation des flux de trafic dus au chantier, circulation accrue sur les routes (bruit, pollutions, dérangement, perte de qualité de vie). Utiliser un service à la carte pour 8 personnes maximum, à part faire fonctionner une entreprise de transport, ne réduit qu'à la

marge le nombre de véhicules utilisés pour l'accès à la station. **L'impact de 4,9 %⁶ sur la circulation apparaît minimisé.**

La supposée flexibilité des périodes de location (MR11) sera limitée par les cadences de travail et les cadences scolaires. Le surcroît de circulation sera concentré les week-ends.

Rappelons la demande du comité de Massif du Vercors du 25 janvier 2025 :

« De proposer des solutions de mobilités collectives, notamment pour les connexions avec le bourg-centre et les accès depuis les vallées ».

Le périmètre d'étude est trop réduit et ne permet pas d'évaluer les pollutions sur le cours d'eau au pied du parking et pas seulement sur celui-ci ;

L'impact du trafic généré en période chantier n'est pas évalué. L'impact en phase d'exploitation apparaît survolé : Le périmètre d'étude du projet d'UTNS de Corrençon est circonscrit au territoire de la CCMV en ce qui concerne le bruit, le trafic et ses pollutions induites et n'intègre pas les portes d'entrées des vallées menant à la vallée Lans-Villard.

Il est largement sous-évalué avec des hypothèses reposant sur :

- un service à la carte fantaisiste qui va bien peu réduire le nombre de véhicules ;
- une flexibilité supposée des périodes de location qui dans les faits sera limitée par le cadencement des périodes de travail et de vacances scolaires, la clientèle de la station étant principalement familiale ;
- des navettes qui ne bénéficieront qu'à la seule commune de Villard ;
- une influence supposée de la CCMV sur les offres de transport par navette depuis Grenoble alors que le SMAG n'est pas dans une situation financière bien reluisante pour y répondre.

Il est absolument nécessaire de quantifier de façon plus réaliste sur l'ensemble de la vallée du Furon et de la Bourne (principales voies d'accès), la teneur en polluants générés par le trafic routier supplémentaire (le transfert à la carte de 1150 personnes par des véhicules de société d'une capacité maximum de 8 personnes qui entraînerait à minima 125 allers-retours et possiblement jusqu'à 500 allers-retours) en période d'affluence.

Il est également nécessaire d'évaluer l'incidence des pollutions induites par la circulation accrue sur le site vis-à-vis de l'affluent de la Bourne qui se situe à 100 m à l'aval de la zone de projet.

Enfin, le calcul des GES devrait intégrer l'impact de l'UTNL de Corrençon, notamment la destruction de forêt (destruction de puits de carbone).

6. Les déblais

La création du parking souterrain engendrera des excédents de déblais. La gestion de ces derniers a été pensée. Ils seront répartis sur le domaine skiable après réalisation d'inventaires faune et flore afin d'analyser les potentiels effets sur l'environnement.

⁶ Chiffre fourni p.214 de l'évaluation environnementale

Il est curieux qu'aucune analyse d'incidence ne figure au dossier d'étude d'impact ;

- **ni le volume à répartir** tout de même facile à évaluer ;
- **ni l'impact sur le paysage ;**
- **ni l'impact en phase travaux (tassement des sols par les engins, destruction des pelouses et milieux associés) ;**
- **ni l'évaluation de la charge potentielle de matériaux pouvant être lessivés par les pluies et l'impact sur les ruisseaux et le milieu (particules fines asphyxiantes dans l'eau).**

Les déblais comporteront deux types de matériaux : ceux goudronnés du parking et d'éventuels remblais dont on ignore la composition et ceux du sol naturel.

Les matériaux goudronnés contiennent par essence des HAP et devront être obligatoirement évacués vers des centres de traitement spécialisés (CET de classe 1).

Combien d'allers-et-retours générera cette évacuation des matériaux assimilables à des produits dangereux ? Quel coût environnemental pour la population de toute la vallée et Sassenage qui subira les transports ?

7. Impacts divers

Pour les lézards, l'implantation en bordure de site d'hibernaculums (abris artificiels créés en faveur des reptiles) devrait compenser l'impact sur les reptiles.

Le système de chaufferie collective au bois à granulés semble très approprié mais ne permet pas de recycler le bois récupéré de la déchetterie. Dommage !

Mesures de réduction et d'accompagnement, tels que la **revégétalisation des abords du programme immobilier** : prévoir des haies de charmilles et autres. Outre les prescriptions prises pour la phase chantier, **leur respect est à contrôler et aucune disposition ne semble prise dans cet esprit. De même la formation préalable du personnel de chantier est à prévoir.**

8. Au plan financier

Le montage financier de l'opération surprend :

1. Le coût d'évacuation et de transport des goudrons n'est pas chiffré.
2. Le coût concernant **l'échange de parcelles** (les Adrets et le parking), la valeur de chaque parcelle a-t-elle été comparée ? **Quel en est le coût ou le bénéfice pour la commune ?**
3. Le parking P1 gratuit actuellement, deviendra payant. Les rentrées financières iront à la société de gestion du domaine et non à la collectivité. En revanche, celle-ci devra financer **les frais de transport collectif. Quel coût pour la commune ?**

Afin de garantir l'équilibre financier d'un accroissement du niveau de service des navettes, une participation aux frais de fonctionnement des navettes est envisagée

dans la prochaine délégation de services publics des remontées mécaniques (2026).
Mais aucune garantie financière n'est apportée à la population à propos de ce montage financier sans engagement !

4. **L'augmentation de la fréquence de collecte des déchets** aura un coût qui devra être financé par l'ensemble de la CCMV. Est-il intégralement compensé par une taxe ? Quel coût ou quel bénéfice pour la CCVM ?
5. Réseaux d'eau :

Les 102 000 à 144 850 € de rénovation des réseaux d'eau potable et les 44 850 € (surcôt de la modification de diamètre de la canalisation, dû au seul projet d'UTN) et 765 000 € à 1,2 M€ de rénovation des réseaux d'eau usée font appel à des fonds de la CCMV. La compensation du fait de la participation financière par l'opérateur (14 € du m² construit est perçue comme un gain pour la commune sans que soit déduit le coût du réseau qui lui, n'incombe pas à la seule commune mais à la CCMV. **Quel coût ou bénéfice pour la CCVM ?**

Il est envisagé de couvrir les besoins futurs en eau via des ressources alternatives (sources morainiques) qui du fait de leur mauvaise qualité (au plan bactériologique, chimique et au plan des matières en suspension), nécessitent un traitement onéreux. Le coût de ce traitement serait supporté par les habitants et pas par le seul bénéficiaire des UTN.

Le tableau financier n'est pas complet ni ne sépare les coûts pour la CCMV et de ceux à charge de la commune.

L'absence de tableau récapitulatif des coûts et des bénéfices pour la CCMV, la commune, le bénéficiaire intégrant les aménagements pour la ressource en eau, le surcôt lié à l'utilisation de la ressource en eau à partir de la Goule blanche en période de fonctionnement pour l'enneigement, l'augmentation de fréquence de la collecte, l'augmentation des fréquences de navettes, etc ..., à divers horizons de temps, ne permet pas de vérifier les allégations de bénéfices pour les collectivités.

Désolidariser les deux UTN permet d'en réduire le montant. La globalisation des deux UTN est indispensable pour évaluer l'impact financier de ces deux projets pour la collectivité.

Conclusion

En conclusion, le projet d'UTNS de Villard vise à poursuivre un modèle qui date des années 70. Ce modèle économique est battu en brèche par l'évolution climatique qui se traduit par un enneigement du domaine fortement réduit, inopérant sur le bas du domaine. De ce fait, il ne repose que sur un enneigement artificiel dont les résultats de modélisation Climsnow se révèlent fantaisistes avec des probabilités > 100 % (cf.165 du dossier de présentation) et des projections de besoins en eau de la CCMV variables selon les deux UTN.

Ce modèle repose sur la nécessité de remonter de l'eau sur le haut du domaine. Or, la ressource en eau va s'amenuiser, quoiqu'en dise l'étude sur l'eau réalisée en contradiction avec toutes les études sérieuses sur les évolutions climatiques, notamment celle fournie par le Comité de bassin Rhône-Méditerranée. Ce projet apparaît donc totalement irréaliste :

- L'extension du dispositif d'enneigement suppose l'augmentation très conséquente du volume de la retenue d'eau de la Moucherolle par surélévation de 5 à 6 m ainsi que celle de la capacité des réseaux d'eau potable (AEP).

- L'impact d'un surcroît d'équivalent-habitants sur un milieu récepteur tel que la Bourne - dont le débit d'étiage ne va que s'amenuiser au fil des années- n'est pas du tout appréhendé.

- Pour les activités non hivernales, le projet d'UTNS repose encore sur l'eau, piscine extérieure, piscine intérieure, création de plan d'eau... comme si la raréfaction de la ressource en eau ne concernait pas le plateau du Vercors !

- Les jeux d'eau sur le plateau sont voués à l'échec du fait du développement déjà avéré des cyanobactéries dans les lacs d'altitude (dont la retenue collinaire de Lans-en-Vercors).

Le montage financier apparaît lacunaire (minimisation des coûts pour la collectivité, notamment en transport) et ne sépare pas les bilans pour la commune de Villard et pour la CCMV.

La ressource locale du vallon de la Fauge ne sera pas suffisante pour alimenter la commune de Villard. Celle-ci devra donc compléter ses besoins à partir de la Goule blanche à un prix plus élevé. **Ce surcroît de facture sera supporté par les habitants** et pas par l'opérateur puisqu'il est alimenté en eau par la commune.

En désolidarisant les deux UTN de Villard et de Corrençon, **l'évaluation environnementale ne peut en globaliser les impacts**. Or, l'extension du dispositif d'enneigement suppose l'augmentation très conséquente du volume de la retenue d'eau de la Moucherolle par surélévation de 5 à 6 m, et de la capacité des réseaux d'eau potable (AEP) et une forte augmentation de la consommation en eau potable pour de l'enneigement. Ainsi que des nuisances accrues pour toutes les vallées.

Les impacts en termes de **pollution de l'air et de nuisances** apparaissent très sous-estimés et limités à la seule CCMV. Les solutions de navettes sont internes à la commune de Villard et le transport à la demande (MR8) depuis les aéroports sont pour partie irréalistes et pour partie ne réduiront pas le nombre de véhicules transitant via Sassenage (un véhicule avec chauffeur ou pas reste un véhicule surtout que le chauffeur doit revenir !). La CCMV n'a pas la main sur l'augmentation des transports en commun depuis Grenoble. Les hypothèses de calcul des pollutions (GES, NOx, poussières) sont hasardeuses. C'est donc toute une population (celle de Lans-en-Vercors, Engins, Sassenage,...) qui subira les impacts de ce projet sans qu'on n'en mesure réellement les conséquences !

La rénovation des bâtiments de la Côte 2000 est la première chose à faire avant toute création de nouveaux bâtiments.

Pour toutes ces raisons, il apparaît opportun de ne pas autoriser ce projet.

Annexes

Annexe 1 l'avis du sénat

¹ Cf. l'avis du sénat : <https://www.senat.fr/rap/r13-384/r13-38415.html>

Dans l'espoir de prolonger les succès du « Plan neige » initié dans les années 1970, les stations de ski ont construit toujours plus d'hébergements neufs afin d'assurer une fréquentation suffisante pour garantir leurs recettes.

Considérant que **ce processus est à la fois dangereux sur le plan économique et néfaste sur le plan environnemental**, vos rapporteurs appellent de leurs vœux un « Grenelle de l'immobilier touristique en montagne », qui mettrait sur la table toutes les données du problème, puis réunirait l'ensemble des parties prenantes pour faire émerger par la discussion des solutions durables. Un meilleur équilibre doit être trouvé entre construction et réhabilitation.

... Aujourd'hui, cet environnement favorable à la création de résidences de tourisme a parfois abouti à une surproduction d'hébergements neufs qui amène à s'interroger sur la viabilité à moyen terme de ce modèle de développement.

Une rénovation de l'immobilier de loisir en montagne aura des incidences multiples : elle est la condition de la pérennité de l'attractivité des stations de montagne, elle permettra d'éviter un rythme de construction trop élevé au détriment des espaces naturels, elle constituera une source de travaux non délocalisables pour les entreprises et permettra, grâce à la rénovation thermique des bâtiments, de lutter contre le réchauffement climatique ; elle apportera, enfin, une réponse aux attentes nouvelles de la clientèle.

La poursuite de la construction neuve pour compenser les pertes chroniques de lits existants ne constituant pas une solution pérenne, il s'avère aujourd'hui nécessaire de travailler sur le stock de lits existants. Or, un grand nombre de logements en station nécessite une rénovation, au risque de se retrouver « avec des immeubles, voire des quartiers, devenus vétustes faute de réhabilitation », ce qui pourrait à terme compromettre les capacités d'hébergement en station.

Dans ces circonstances, la mise en place de structures foncières prêtes à acquérir des biens, les rénover, les gérer et, le cas échéant, les revendre, constitue une piste intéressante pour favoriser la rénovation de l'immobilier de loisirs dans les stations. Plusieurs formes sociales sont envisageables pour la création de ces foncières : société par actions simplifiée ; société d'économie mixte ; société ou organisme de placement immobilier ; établissement public foncier local (EPFL).

Une condition : préserver la tranquillité de l'environnement montagnard

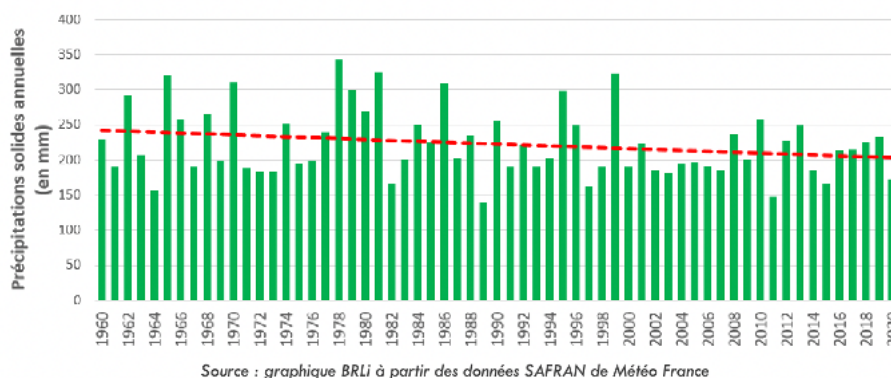
La beauté des paysages, la variété de la faune et de la flore, l'abondance des ressources du patrimoine naturel de la montagne, font de celui-ci un véritable « trésor national », dont les richesses s'offrent aujourd'hui à tout un chacun, mais doivent aussi, par-delà les aléas du changement climatique, pouvoir être transmises aux générations futures.

Annexe 2 : L'enneigement

L'analyse de l'enneigement future pourrait être complétée par celle faite par BRL (Bas Rhône Languedoc) pour l'étude des débits du Rhône pour l'Agence de l'eau RM.

cf : https://www.eaurmc.fr/upload/docs/application/pdf/2023-03/a00820_mission1_synthese_vf.pdf

Figure 5 : Évolution de la précipitation solide annuelle moyenne (en mm) sur la période 1960-2020 à l'échelle du bassin du Rhône



« Les augmentations de températures tendent à être plus importantes sur le massif alpin que sur le reste du bassin du Rhône. Les différences restent néanmoins très faibles (de l'ordre de 0,5°C au maximum) mais peuvent être d'une grande importance dans l'impact du cycle hydrologique sur cette région dont le fonctionnement est à dominance à nivale. Ces hausses de températures entraînent une chute du nombre de jours de gel (diminution de 30 à 50 jours par an pour le scénario RCP 8.5 à l'horizon 2055) et une remontée de l'isotherme 0°C en altitude. Ces modifications impliqueront inévitablement un avancement dans la saison du début et de fin de la fonte du manteau neigeux en zone montagneuse.

Pour les quatre secteurs à dominante montagneuse, la baisse des précipitations solides annuelles varierait entre - 16 % (secteur n°1) et - 29 % (secteur n°2) dans le cadre d'un scénario RCP 4.5 et entre - 21 % (secteur n°1) et - 40 % (secteur n°2) dans le cadre d'un scénario RCP 8.5. »

Pour information : Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique



Les niveaux de réchauffement de la TRACC

À quel climat futur dois-je m'adapter ? Et quand ?

	Monde		France
2030	+ 1,5 °C	↔	+ 2 °C
2050	+ 2 °C	↔	+ 2,7 °C
2100	+ 3 °C	↔	+ 4 °C

Trajectoire d'adaptation \neq Objectif d'atténuation (Accord de Paris)

Choix politique

→ groupe de travail interministériel
+ consultation publique



Annexe 3 : Analyse de l'évolution de la population à l'horizon 2030

Population à Villard de Lans

Donnée communale 2023 : 4344 habitants. Augmentation de 0,5 % par an. Prévision à l'horizon 2030 : 4475 habitants soit 5 % supplémentaires, soit 219 habitants.

Statistiques INSEE sur les accueils touristiques sur la commune

Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2023 : 194 chambres soit 400 à 600 personnes (pour 2 à 4 personnes/chambre)

Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2023 : 169 emplacements soit 338 à 676 personnes (pour 2 à 4 personnes/tente ou camping-car)

Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2023 : 162 hébergements soit 324 à 648 personnes (pour 2 à 4 personnes/hébergement)

Nombre total de personnes pouvant être accueillies sur la station : 1062 à 1924

Augmentation de 0,5 % par an. Prévision à l'horizon 2030 : 1418 à 2597 personnes